

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Envoi sans déclaration de 72kg de virus pathogènes Cours de biologie: virus de la grippe humaine H3N2 + H5N1 mortel = Vaccin de la grippe porcine?

hd. La médecine d'aujourd'hui traite le patient comme un être majeur. Il doit donc être informé par le médecin traitant, avant toute intervention, des risques encourus et pouvoir donner en toute liberté son entier accord. Cette obligation d'information et la liberté de donner son accord doivent être valables aussi en cas de vaccination. Donc des vaccinations en masse, et obligatoires, posent un pro-

blème en démocratie. Aujourd'hui la confiance est tellement mise à mal dans de nombreux domaines qu'on ne peut se permettre le luxe d'étendre ce phénomène au domaine médical. C'est donc une nécessité actuelle d'informer correctement quant aux dangers d'une pandémie. Barbara Minton et Jane Burgermeister donnent le coup d'envoi dans ce domaine.

Jane Burgermeister intente une action judiciaire contre l'OMS et les Nations Unies pour bioterrorisme et pour tentative de meurtre

par Barbara Minton, «Natural News» du 25 juin 2009

La date de sortie du nouveau vaccin de la société *Baxter* contre la pandémie de grippe A(H1N1), prévue pour début juillet approche. Aussi, une journaliste autrichienne est en train d'avertir le monde que le plus grand crime de l'histoire de l'humanité est en cours. *Jane Burgermeister* vient récemment de déposer une plainte auprès du FBI, accusant l'*Organisation mondiale de la Santé* (OMS), l'*Organisation des Nations Unies* (ONU), plusieurs des plus hauts fonctionnaires du gouvernement et des sociétés pharmaceutiques, de bioterrorisme et de tentatives visant à commettre un meurtre de masse. Elle a également préparé une procédure de justice contre la vaccination forcée, qui se prépare en Amérique.

Ces actes judiciaires suivent des accusations préalablement déposées en avril contre *Baxter AG* et *AVIR Green Hills Biotechnology* (filiale autrichienne du groupe) concernant la production de vaccin contaminés de grippe aviaire, dénonçant un acte délibéré afin de provoquer et de profiter de la pandémie.

Résumé des revendications et des accusations déposées auprès du FBI en Autriche, le 10 juin 2009

Dans son dossier d'inculpation, *Burgermeister* présente les preuves d'actes de bioterrorisme, en violation de la loi américaine, par un groupe opérant depuis les Etats-Unis, sous la direction de banquiers internationaux qui contrôlent la *Réserve Fédérale*, ainsi que l'OMS, l'ONU et l'OTAN. Cet acte de bioterrorisme a pour but de réaliser un génocide de masse contre la population américaine, en utilisant un virus génétiquement modifié de grippe avec l'intention de causer la mort. Ce groupe s'est infiltré dans les bureaux d'influents responsables de l'administration aux Etats-Unis.

Précisément, des preuves ont été présentées qui accusent *Barack Obama*, président des Etats-Unis; *David Nabarro*, Coordonnateur du Système des Nations Unies pour la lutte contre la grippe; *Margaret Chan*, Directrice générale de l'OMS; *Kathleen Sibelius*, Secrétaire du Département de la Santé

Le virus de la «grippe porcine» n'a jamais été isolé chez les animaux Déclaration de l'OIE (Office international des épizooties)

Un virus circulant au Mexique et aux Etats-Unis d'Amérique et qui entraîne une transmission d'homme à homme semble causer parfois des affections sévères chez certaines personnes infectées par ce virus. Il n'y a pas de preuve que ce virus se transmette par voie alimentaire.

Il ne s'agit pas d'un virus de la grippe humaine classique, dit de la grippe saisonnière et qui est à l'origine de millions d'infections chez l'homme chaque année. Dans sa composition génétique, ce virus comporte des caractéristiques issues du porc, des oiseaux et de l'humain.

Aucune information concernant la maladie de la grippe chez l'animal au Mexique et aux Etats-Unis d'Amérique

ne peut pour le moment justifier un lien entre les cas humains et des cas éventuels chez les animaux, y compris les porcs. A ce jour, le virus n'a pas été isolé chez les animaux.

Il n'est donc pas approprié d'appeler cette maladie «grippe porcine». Dans le passé, l'appellation de plusieurs épidémies de grippe humaine d'origine animale s'est faite en se référant à un nom géographique, par exemple «grippe espagnole» ou «grippe asiatique»; il serait donc logique d'appeler cette maladie «grippe de l'Amérique du Nord».

[...] Source: www.oie.int/fr/press/fr_090427.htm, Communiqué de presse de l'OIE, 27/4/09

et des Services aux personnes; *Janet Napolitano*, Secrétaire du Département de la Sécurité intérieure («Homeland Security»); *David de Rothschild*, banquier; *David Rockefeller*, banquier; *George Soros*, banquier; *Werner Faymann*, Chancelier d'Autriche et *Alois Stoger*, ministre autrichien de la Santé, entre autres, de faire partie de ce syndicat international d'entreprises criminelles qui a mis au point, fabriqué, stocké et utilisé des armes biologiques, en vue de décimer la population des Etats-Unis et celle d'autres pays, en vue de gains politiques et financiers.

Les chefs d'accusations soutiennent que les accusés ont comploté entre eux et avec d'autres pour concevoir, financer et participer à la phase finale de la mise en œuvre d'un programme international secret de fabrication d'armes biologiques impliquant les sociétés pharmaceutiques *Novartis* et *Baxter*. Ils y sont parvenus via la bio-ingénierie et la diffusion d'agents biologiques mortels, en particulier par le virus de la «grippe aviaire» et le «virus de la grippe porcine», afin d'avoir un prétexte pour mettre en œuvre un programme

de vaccination forcé, qui serait le moyen d'administrer un agent biologique toxique causant la mort et des dommages à la population des Etats-Unis. Cette action s'inscrit en violation directe avec «The Biological Weapons Anti-terrorism Act» (Loi antiterroriste sur les armes biologiques de 1989).

Les accusations de *Burgermeister* comportent des preuves attestant que *Baxter AG*, filiale autrichienne de *Baxter International*, a délibérément envoyé 72 kilos de virus vivant de la grippe aviaire, fournis par l'OMS durant l'hiver 2008/09 à 16 laboratoires, dans quatre pays. (cf. encadré: La multinationale pharmaceutique *Baxter* envoie des échantillons de vaccins contaminés) Elle présente des preuves qui démontrent de façon évidente que les sociétés pharmaceutiques et les agences gouvernementales internationales se sont activement impliquées dans la production, le développement, la fabrication et la distribution d'agents biologiques classés parmi les armes biologiques les plus meurtrières de la planète, afin de déclencher une pandémie et de provoquer la mort de masses.

Dans les accusations qu'elle a présentées au mois d'avril, elle a fait remarquer que le laboratoire *Baxter* en Autriche, supposé être l'un des laboratoires les plus sûrs au monde en biosécurité, n'a pas respecté les plus élémentaires et essentielles des procédures pour garder en sécurité et séparé de toutes les autres substances 72 kilos d'un agent pathogène classé comme arme biologique, mais lui a permis d'être mélangé avec le virus de la grippe humaine ordinaire et d'être expédié à partir de ses installations situées à Orth, dans la région du Danube.

Que faire quand la confiance dans les «élites» est ruinée?

par Karl Müller

Rarement un texte n'a présenté au cours des dernières années une telle importance pour une discussion d'éthique sociale de fond et n'a offert une telle orientation que l'encyclique *Caritas in Veritate* parue au début de juillet (cf. *Horizons et débats* n° 32). On y trouve des textes fondamentaux applicables à tous les domaines de la vie et à toutes les disciplines.

Un des points fondamentaux de l'encyclique se trouve dans la thèse selon laquelle le développement de l'être humain est freiné par une absence d'«amour de la vérité», une absence de moralité foncière.

En vérité, bien des maux dont nous souffrons aujourd'hui nous viennent d'une absence de volonté éthique touchant notre sensibilité, notre pensée et nos actions. Ce fait ne provient pas d'une absence de fondements éthiques, mais bien de ce qu'ils ne sont pas pris en compte – ce qui incite à poser quelques questions, telles que:

- Pourquoi ces fondements ne sont-ils pas respectés?
- Pourquoi n'exige-t-on pas avec plus d'insistance le respect de ces fondements?
- Que faut-il faire pour que ces fondements ne soient pas seulement consignés par écrit, mais respectés dans notre vie en société?

Donner une réponse à ces trois questions est une nécessité vitale pour la société. Et il faut s'y mettre d'urgence, car l'humanité est confrontée de plus en plus au fait que les comportements criminels ne sont pas propres aux milieux criminels poursuivis par les organes de l'Etat, mais qu'on les trouve chez nos «élites» en politique, dans l'économie et dans la finance, et aussi chez les militaires, dans les médias et les milieux culturels, sans qu'ils soient pour autant poursuivis par les organes étatiques alors qu'ils sont devenus, pour parler comme saint Augustin, des «bandes de brigands» foulant aux pieds la justice.

Une des tristes conséquences de ce phénomène est que tous ces mensonges officiels de nos «élites» détruisent la confiance si nécessaire à la vie en société, garante d'un comportement honnête.

Il ne faut pas s'imaginer que cette confiance mise à mal pourrait être régénérée par des attitudes allant du principe selon lequel «la confiance, c'est bien, mais il vaut mieux contrôler», au «terrorisme de la vertu». Pour qu'il y ait amélioration, il faut certainement se fonder sur une éthique de la compassion.

Quelques exemples récents nous montrent à quel point la confiance est détruite:

- De nombreuses enquêtes ont montré que les conséquences désastreuses de la crise financière mondiale sont dues notamment à une crise de confiance. On n'agit plus cartes sur table, si bien que nombreux sont ceux qui ont perdu tout crédit. Ce qui est vrai pour le monde de la finance l'est aussi pour d'autres domaines: d'autres «élites» ont perdu leur crédit, sans toutefois en tirer les conséquences. En Allemagne, par exemple, la campagne pour les élections législatives donne l'impression que les politiciens de premier plan n'ont toujours rien compris, qu'ils ne pensent qu'à conserver le pouvoir. Et il ne s'agit pas d'un cas isolé. *Spiegel Online* a écrit, le 12 août, à propos d'une apparition en campagne électorale du candidat socialiste *Steinmeier*, qu'il «se trouvait parmi ses camarades de parti, entouré des intellectuels du coin et de journalistes, mais qu'il n'a pas adressé un mot à la population». Il est recommandé de lire

La multinationale pharmaceutique Baxter envoie des échantillons de vaccins contaminés

«La multinationale pharmaceutique *Baxter* a envoyé, il y a quelques semaines, plusieurs échantillons contaminés par le virus de la grippe à des laboratoires dans le pays et à l'étranger. On a découvert que ces échantillons destinés à des tests scientifiques contenaient le dangereux virus de la grippe aviaire H5N1. L'incident a été tout d'abord constaté au laboratoire tchèque *BioTest* à Konarovice où l'on a assisté à la mort inopinée de furets auxquels on avait inoculé le vaccin venu d'Autriche. Une enquête a conclu qu'il s'agissait bien de la grippe aviaire. Selon des communiqués des médias tchèques, des tests ont été effectués également en Slovaquie, en Allemagne et en Autriche avec un résultat identique.»

Aurelius M. Petziwol, *Wirtschaftsblatt*, 4/3/09

«Jane Burgermeister intente ...»

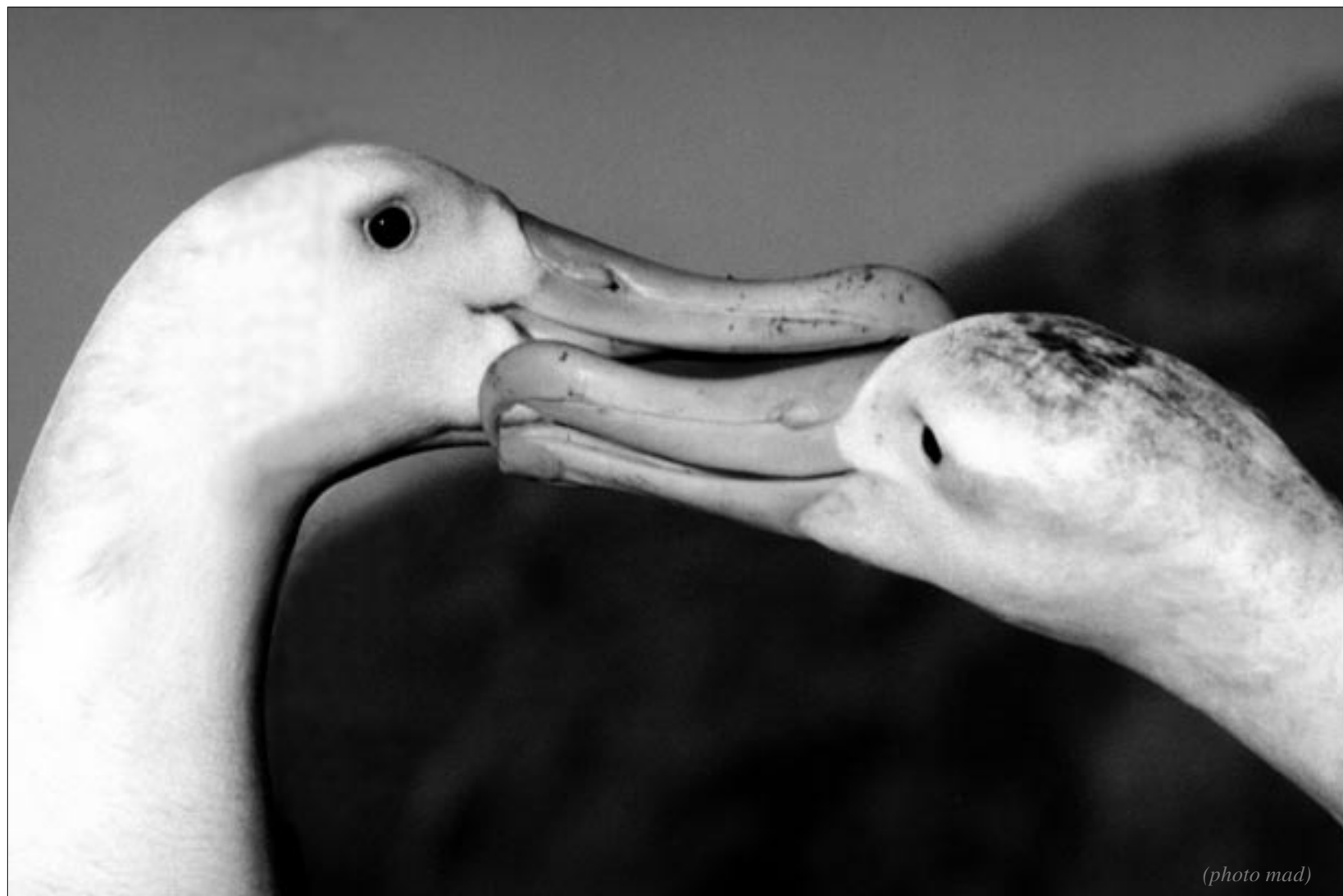
suite de la page 1

En février, quand un membre du personnel de *BioTest*, basé en République tchèque, a utilisé le produit destiné à tester les vaccins sur des furets, ces derniers en sont morts. Cet incident n'a pas été suivi de la moindre enquête de l'OMS, de l'Union Européenne, de l'Autriche ou des autorités de santé autrichiennes. Il n'y a pas eu d'enquête sur la teneur du virus et il n'existe pas de données sur la séquence génétique des virus libérés.

En réponse aux questions parlementaires du 20 mai, le ministre autrichien de la Santé, *Alois Stoger*, a révélé que cet incident n'avait pas été traité comme il aurait dû l'être en matière de biosécurité, mais comme une infraction au Code vétérinaire. Un médecin vétérinaire a été envoyé au laboratoire pour une brève inspection.

Le dossier de Burgermeister révèle que la diffusion des virus devait être une étape essentielle pour le déclenchement d'une pandémie qui permettrait à l'OMS de déclarer le «Niveau 6» d'alerte de la pandémie. Elle énumère la liste des lois et décrets qui permettraient à l'ONU et à l'OMS de suppléer les Etats-Unis au cas où la pandémie se déclare. En outre, la législation imposerait de se soumettre à l'obligation vaccinale et elle serait mise en vigueur par la force aux Etats-Unis, dès lors que les conditions de déclaration de la pandémie sont réalisées.

Elle porte également une accusation selon laquelle l'ensemble de la pandémie de «grippe porcine» repose sur d'énormes mensonges et qu'il n'y a aucun virus naturel pouvant constituer une menace pour la population. Elle présente des preuves montrant que les virus de grippe aviaire et porcine ont, en fait, été créés par bio-ingénierie dans les laboratoires, grâce aux financements accordés entre autres, par l'OMS et par d'autres organismes gouvernementaux. Cette «grippe porcine» est un hybride comprenant des parties de grippe porcine, de grippe humaine et de



(photo mad)

Nous n'en sommes pas responsables, ...

grippe aviaire, un mélange qui ne peut que provenir de laboratoires, selon de nombreux experts.

L'OMS, qui dans ses communications affirme que cette «grippe porcine» progresse et qu'une pandémie doit être déclarée, ne parle pas de ses causes fondamentales. Les virus qui ont été diffusés ont été créés et transmis avec l'aide de l'OMS et, cette dernière à une responsabilité écrasante et de tout premier

ordre concernant la pandémie. En outre, les symptômes de la supposée «grippe porcine» ne peuvent être distingués de la grippe ordinaire ou du simple rhume. La «grippe porcine» ne provoque pas plus la mort que d'autres gripes ordinaires.

Burgermeister remarque que le nombre de cas mortels de «grippe porcine» est contradictoire et qu'il n'y a aucune clarté quant à la manière dont le nombre de morts ont été rapportés. Il n'y a pas de risque potentiel de pandémie, à moins que des vaccinations massives ne soient effectuées pour faire de la grippe une arme, sous couvert de protection des populations. Il existe des motifs légitimes de croire que les vaccins obligatoires seront volontairement contaminés pour provoquer à dessein des maladies mortelles.

Il est fait référence à un vaccin agréé par *Novartis* contre la grippe aviaire qui a tué 21 personnes sans-abri, en Pologne, durant l'été 2008 et qui a eu comme principale conséquence d'être classé dans la catégorie des «Taux d'effets indésirables», répondant ainsi à la définition même d'une arme biologique, selon les Etats-Unis (substance biologique destinée à provoquer un «taux d'effets indésirables», par exemple la mort ou des lésions) par un mode «d'administration» (injection).

Elle affirme que ce même groupe d'industries pharmaceutiques et d'agences gouvernementales internationales qui ont élaborées et diffusées les agents vecteurs de pandémie, se sont positionnées afin de tirer profit de la situation de pandémie créée, avec

de gros contrats de commandes de vaccins à la clé. Le groupe qui a élaboré le plan de «grippe porcine» contrôle les médias et, ces derniers diffusent de fausses informations afin d'endormir la vigilance de la population américaine pour qu'elle accepte ce vaccin dangereux.

Le peuple des Etats-Unis subira d'importants et d'irréparables dommages et souffrances s'il est obligé de prendre ce vaccin dont l'efficacité n'est pas prouvée s'il doit le prendre sans son consentement, conformément à l'application de la loi sur l'Etat d'urgence de la santé appelé «*Powers Act*», du *National Emergency Act* (loi d'urgence Nationale), de la Directive présidentielle de la Sécurité Nationale/NSPD-51, de la Directive Homeland Security/HSPD-20 et du partenariat international sur la grippe aviaire et la grippe pandémie.

Aux Etats-Unis, depuis 2008, Burgermeister accuse ceux dont les noms sont cités dans ses accusations d'avoir mis en application de nouvelles procédures et/ou d'avoir accéléré la mise en œuvre de lois et de règlements visant à priver les citoyens des Etats-Unis de leurs droits constitutionnels à refuser cette injection. Ces personnes ont créé ou autorisé des directives qui rendent criminel l'acte de refuser de recevoir une injection contre les virus de la pandémie. Elles ont imposé d'autres sanctions cruelles et excessives, telles que l'emprisonnement et/ou la mise en quarantaine dans les camps d'internement de la FEMA (*Federal Emer-*

Suite page 3

Profits et intimidation

Le terme de «grippe porcine» ainsi que celui de «grippe aviaire» représentent des tentatives trompeuses, mais apparemment couronnées de succès, de quelques groupes pharmaceutiques pour promouvoir les débouchés de nouveaux vaccins et de médicaments douteux contre la grippe. Jouant le jeu coûteux de l'intimidation, il y a aussi certains politiciens, des instituts spécialisés et des médias à qui cette invention profite. Le débat actuel au sujet du financement des vaccinations et l'appel de certaines assurances maladie en vue d'obtenir davantage de moyens fiscaux à leur disposition, abondent dans le même sens.

L'industrie pharmaceutique démontre qu'elle sait depuis longtemps comment manipuler l'opinion publique en mettant l'accent sur certains sujets. Elle est sur le point de nous démontrer que «la grippe porcine» attire beaucoup plus d'attention qu'une simple grippe saisonnière.

Depuis des semaines déjà, des médecins et des directeurs d'instituts scientifiques, incités par des détails génétiques et de biologie moléculaire, et motivés par l'industrie pharmaceutique (quelle que soit la motivation) présentent leur «on-ne-sait-jamais» au peuple étonné et intimidé ainsi qu'aux gouvernements du Bund et des Länder. Il y a donc urgence d'agir. Les instituts y relatifs obtiennent davantage de moyens financiers et d'effectifs, les politiciens sont interrogés et les responsables des cellules de crise partent en voyage d'affaires qui coûtent cher, ce qui étoffe les reportages, les interviews et les commentaires dans les medias.

Source: *Blog Wodarg du 4/8/09*

Dr *Wolfgang Wodarg* est spécialiste de médecine interne, de pneumologie, d'hygiène et de médecine environnementale. Membre du SPD, élu de la circonscription électorale de Flensburg-Schleswig, il est membre de la Commission de la Santé du Bundestag et du Conseil de l'Europe.

«Que faire quand la confiance ...?»

suite de la page 1

les 100 premières pages du dernier livre d'*Udo Ulfkotte* «*Vorsicht Bürgerkrieg. Was lange gärt, wird endlich Wut*». [«Attention à la guerre civile. Ce qui couve finit par exploser de colère»] On y découvre à quel point une partie de la classe politique allemande a abandonné toute morale et toute décence. Les conséquences dépassent de loin la sphère privée, touchant l'ensemble de la collectivité.

Qu'on lise également le nouvel ouvrage de *Thomas Darnstädt* («*Der globale Polizeistaat. Terrorangst, Sicherheitswahn und das Ende unserer Freiheiten*»), qui donne un aperçu de ce que cette bande de brigands imagine pour se maintenir en place et éviter de devoir, un jour, rendre des comptes.

Rappelons-nous aussi les appels pathétiques de *Willy Wimmer*, qui s'est retiré

du Parlement où il représenta pendant de longues années le parti chrétien-démocrate (CDU), n'accordant plus aucune confiance à ses collègues (cf *Horizons et débats* n° 29 du 27/7/09)

• Selon la «*Neue Zürcher Zeitung*» du 8 août, le conseiller du président Obama pour les questions de terrorisme a recommandé de ne plus parler de «guerre contre le terrorisme». En effet, la politique du pré-décès de *Obama*, *Bush*, a eu pour conséquence que l'on reproche aux USA de vouloir précipiter les populations dans la misère et l'absence de droits. Il s'agit donc maintenant de prendre des mesures politiques, économiques et sociales de façon que les populations qui sont encore des terreaux de terrorisme ne manquent plus de sécurité, d'éducation, de travail et de revenus, ni non plus d'estime de soi et de dignité. Mais comment y croire alors que des milliers de soldats américains sont envoyés en renfort dans cette guerre barbare que

l'on projette d'étendre au Pakistan, causant inutilement toujours plus de victimes et de souffrances, alors qu'aucune des lois d'exception dictatoriales n'a été abrogée aux Etats-Unis.

• La plainte déposée par la journaliste *Jane Burgermeister* montre qu'en politique de la santé nous avons également affaire à une violation flagrante du droit, à une atteinte au droit des peuples à la vie et à la santé. Il s'agit en outre d'une violation de la confiance au niveau mondial car sous prétexte de protéger la santé, on s'efforce de lui porter atteinte.

Toutefois, le fait que cela apparaisse publiquement, que les gens ne se taisent plus face à ces manigances mais les révèlent est un bon signe. Un autre signe de changement est le fait qu'une institution au rayonnement universel telle que l'Eglise catholique romaine puisse présenter un texte comme l'encyclique dont il est question au début de cet article. Les bandes de brigands dominatrices ont exa-

géré et on peut entrevoir qu'elles sont au bout de l'impasse. La nature humaine n'est pas éternellement malléable. Citons un propos devenu célèbre: «On peut tromper un peuple tout entier pendant un certain temps, on peut tromper une partie du peuple tout le temps, mais on ne peut tromper tout le peuple tout le temps.»

Comment éviter que le chemin menant à un monde meilleur ne fasse autant de victimes que celui qui nous a conduits dans l'impasse? L'humanité a aussi pour tâche de trouver une réponse à cette question et chacun peut y contribuer. Le grand philosophe *Emmanuel Kant* a dit, il y a deux cents ans: Aie le courage d'utiliser ta raison! Nous pouvons ajouter aujourd'hui, forts de notre expérience: Aie le courage d'affirmer ta dignité d'être humain et de vivre selon ta conscience. Et encore: Cherche à savoir quelles voies ont suivies les peuples dans leur volonté de liberté, d'égalité, de solidarité, d'autodétermination et de souveraineté. •

«Jane Burgermeister tente ...»

suite de la page 2

gency Management Agency), tout en empêchant les citoyens des Etats-Unis de demander des indemnités en cas de blessures ou de décès, suite aux injections forcées. Ces mesures constituent une violation des lois fédérales régissant la corruption et l'abus de pouvoir ainsi que la violation de la Constitution et de la Déclaration des droits (*Bill of Rights*). En prenant ces actions, les accusés dont les noms sont cités ont construit les fondements d'un véritable génocide de masse.

Utilisant la «grippe porcine» comme prétexte, les accusés ont planifié le meurtre de masse des populations des Etats-Unis par le biais de la vaccination forcée.

Burgermeister explique qu'ils ont mis en place un vaste réseau de camps de concentration de la FEMA et identifié des sites allant servir de charniers. En plus, ils sont impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan destiné à faire prendre le contrôle des Etats-Unis par un syndicat international d'entreprises criminelles, qui utilise l'ONU et l'OMS comme façade pour entreprendre des activités de racket illégales et criminelles, en violation des lois qui régissent la haute trahison.

Burgermeister s'attaque aussi aux complexes pharmaceutiques *Baxter*, *Novartis* et *Sanofi Aventis* qui font parti d'un programme de fabrication d'armes biologiques basé à l'étranger et à double but, financé par ce syndicat international d'entreprises criminelles et destiné à mettre en œuvre le meurtre massif de civils afin de réduire la population mondiale de plus de 5 milliards de personnes dans les dix prochaines années.

Leur plan est de répandre la terreur afin de justifier le fait de contraindre les gens à renoncer à leurs droits et à les obliger à être mis en quarantaine massivement dans les camps de la FEMA. Les maisons, les entreprises, les propriétés et les terres des victimes seront confisquées par ce syndicat. En décimant la population d'Amérique du Nord, cette élite internationale accèdera aux ressources naturelles des régions, telles que l'eau et les zones pétrolifères non encore exploitées.

Et, en éliminant les Etats-Unis, en supprimant sa constitution démocratique et en soumettant le pays à une Union Nord-Américaine (North American Union), ce groupe de criminels internationaux aura le contrôle total de l'Amérique du Nord.

Faits importants contenus dans le dossier «June 10th Action»

Le dossier complet «June 10th Action» (Action du 10 juin) est un document de 69 pages qui étaye, preuves à l'appui, chacune des accusations.

Il comprend:

- Un exposé présentant le calendrier des faits et des actes mis en cause; les définitions et les rôles de l'ONU et de l'OMS; l'histoire et les incidents depuis le lancement du foyer de «grippe porcine» du mois d'avril 2009.



(photo mad)

... nous non plus.

- La preuve que les vaccins contre la «grippe porcine» sont considérés comme des armes biologiques, tels que décrit par les organismes gouvernementaux qui réglementent restrictivement les vaccins, et la crainte des pays étrangers que le vaccin contre la «grippe porcine» soit utilisé aux fins de guerre biologique.
- Les preuves scientifiques que le virus de la «grippe porcine» est un virus artificiel (génétique).
- Les preuves scientifiques que la «grippe porcine» a été élaborée par bio-ingénierie, afin de ressembler à la grippe espagnole de 1918. Le dossier présente des citations du texte *Swine Flu 2009 is Weaponized 1918 Spanish Flu*, de A. True Ott 17, Ph. D., ND, ainsi que le rapport du Dr Jeffrey Taubenberger et al., dans *Science Magazine*.
- La séquence du génome de la «grippe porcine».
- La preuve de la dissémination délibérée de la «grippe porcine» au Mexique.
- La preuve de la participation du président Obama qui a ciblé son voyage au Mexique et qui coïncide avec la propagation récente du foyer de «grippe porcine» et avec la mort de plusieurs fonctionnaires participants à son voyage. Affirmation est faite que le Président n'a jamais été testé pour la «grippe porcine», parce qu'il avait été préalablement vacciné.
- La preuve du rôle de *Baxter* et de l'OMS dans la production et la libération de matière virale propice à une pandémie en Autriche, ainsi que la déclaration d'un membre du personnel de *Baxter* indiquant que le virus H5N1, accidentellement libéré en République tchèque, a été reçu par un centre agréé de l'OMS. Le dossier présente les preuves et accusations que Burgermeister a déposées en avril, en Autriche, et qui font actuellement l'objet d'une enquête.
- La preuve que *Baxter* fait partie d'un réseau clandestin d'utilisation d'armes biologiques.
- La preuve que *Baxter* a délibérément contaminé du produit vaccinal.
- La preuve que *Novartis* utilise des vaccins en tant qu'armes biologiques.
- La preuve du rôle de l'OMS dans le programme d'armes biologiques.
- La preuve des manipulations par l'OMS des données sur la maladie, afin de justifier la déclaration du «Niveau 6» de pandémie, dans le but de prendre le contrôle des Etats-Unis.
- La preuve de l'implication de la *Food and Drug Administration* (FDA) pour masquer le programme d'armes biologiques.
- La preuve du rôle du *Laboratoire national canadien de microbiologie* dans le programme d'armes biologiques.
- La preuve de la participation de scientifiques travaillant pour l'organisme britannique NIBSC (*National Institute for Biological Standards and Control*) et pour la CDC (Center for Disease Control) des USA dans l'ingénierie de la «grippe porcine».
- La preuve que la grippe espagnole de 1918 a été causée par une vaccination, incluant le rapport du Dr Jerry Tennant, convaincu que l'utilisation généralisée de l'aspirine au cours de l'hiver qui a suivi la fin de la Première Guerre mondiale aurait pu être un facteur contribuant à la prolifération de la pandémie à ces débuts, en supprimant le système immunitaire et en abaissant la température corporelle, ce qui permet au virus de la grippe de se multiplier. Le *Tamiflu* et le *Relenza* abaissent également la température corporelle et, par conséquent, peuvent également être considérés comme facilitant la propagation d'une pandémie.
- La preuve des manipulations du cadre réglementaire, afin de permettre des massacres massifs en toute impunité.
- Des questions constitutionnelles concernant la légalité et l'illégalité de mettre en

Les cochons

n'en sont pas responsables

«C'est ce qu'on appelle un réassortiment de virus issu de deux souches de virus porcins actuelles» dit le généticien spécialisé en virologie *Andrew Rambaut* de l'Université d'Edimbourg. «On ne sait pas pourquoi le virus a pu apparaître chez l'homme. Autant que je sache, son existence chez les porcins n'a pas encore pu être prouvée.»

Source: www.wired.com/wired/science/2009/04/swinflupdate

péril la vie, la santé et les biens publics par des vaccinations de masse.

- Les questions d'immunité et d'indemnités, en tant que preuve de l'intention de commettre un crime.
 - La preuve de l'existence d'un syndicat international d'entreprises criminelles.
- Les médias plongent la population américaine dans l'ignorance du danger dont ils sont menacés.

Jane Burgermeister a la double nationalité autrichienne et irlandaise. Elle écrit pour le magazine *Nature*, le *British Medical Journal* et *American Prospect*. Elle est également correspondante européenne du site Internet «Renewable Energy World.com» [Après avoir déposé la plainte, elle a été licenciée. Ndlr.] Elle a notamment écrit sur le changement climatique, la biotechnologie et l'écologie.

En plus des plaintes qu'elle a déposées en avril contre *Baxter AG* et *Avir Green Hills Biotechnology*, qui sont en train d'être examinées, elle a porté plainte contre l'OMS, *Baxter* et d'autres à propos d'un incident au cours duquel des ampoules contenant du virus A(H1N1) et destinées à un laboratoire de recherches ont explosé dans une voiture bondée d'un train IC en Suisse.

Elle est d'avis que le contrôle des médias par les élites au pouvoir permet au syndicat mondial du crime de continuer à sévir alors que le reste de l'humanité n'a aucune idée de ce qui se passe réellement. Ses plaintes sont une tentative de contourner ce contrôle des médias et de révéler la vérité.

Son plus grand souci est que *Baxter*, bien qu'il ait été pris en flagrant délit, continue à produire des vaccins pour les pandémies avec les firmes pharmaceutiques associées. Selon elle, il se hâte afin de pouvoir commercialiser ses vaccins en juillet.

Source: Natural News du 25/6/09
(Traduction *Horizons et débats*)

«... exonérer les groupes pharmaceutiques pour toute responsabilité envers les médicaments qu'ils fabriquent» «La grippe aviaire serait-elle un mensonge de plus du Pentagone?»

A l'époque de l'hystérie collective à propos de la variole d'il y a trois ans, le gouvernement *Bush* a réussi à convaincre des députés républicains du Congrès d'intégrer un article de loi dans le projet de loi du département de la «Homeland Security» (ministère de la sécurité intérieure): cet article de loi exonère les groupes pharmaceutiques pour toute responsabilité envers les médicaments qu'ils fabriquent et leur garantit l'immunité totale. Il s'agissait en particulier de groupes pharmaceutiques qui produisent des vaccins contre la variole.

Abolir la protection des droits de l'homme en cas d'expériences ancrées dans le Code de Nuremberg

Profitant de l'actuel climat de peur lié à la grippe aviaire, le gouvernement *Bush*

est en train d'étendre l'immunité des groupes pharmaceutiques. Dans son discours du 1^{er} novembre 2005 au *National Institute of Health*, le Président a proposé de conférer l'immunité à tous les fabricants de médicaments en cas de poursuites judiciaires. Il a explicitement parlé d'«assurance responsabilité civile pour les fabricants de vaccins vitaux». Une fois démasquées, ces paroles d'apparence anodine et noble annoncent rien de moins que les fabricants de médicaments sont libres de produire et de vendre aux gens n'importe quoi, que ce soit – le *Vistide*, le *Tamiflu* ou la *Thalidomide* – sans avoir à craindre les moindres poursuites judiciaires.

Source: «Ist die Vogelgrippe ein weiterer Schwindel des Pentagons?» paru dans *Zeit-Fragen* du 7/11/05

«S'il s'agit de la «grippe porcine» ..., elle n'est pas dangereuse.»

Interview de Prof. Bernard Debré, député à l'Assemblée nationale



Bernard Debré, professeur de médecine, député UMP de Paris et membre du comité national d'éthique, prend le contre-pied des déclarations du Premier ministre vendredi. Alors que François Fillon se faisait alarmiste

sur la pandémie «inévitabile» de la grippe A(H1N1), Bernard Debré estime que l'on en fait trop.

Le journal du dimanche: Vous faites partie de ceux qui considèrent que l'on en «fait trop» au sujet de la grippe A(H1N1). Mais en fait-on jamais assez pour enrayer une pandémie?

Bernard Debré: Cette grippe n'est pas dangereuse. On s'est rendu compte qu'elle était peut-être même un peu moins dangereuse que la grippe saisonnière. Alors maintenant, il faut siffler la fin de la partie!

L'OMS allié

avec l'industrie pharmaceutique

Klaus Stöhr, chef du programme vaccin de la grippe à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de la campagne contre la grippe aviaire de l'OMS en 2005/2006 a passé ensuite au groupe pharmaceutique Novartis, lequel s'apprête maintenant à lancer sur le marché un nouveau vaccin antigrippe contre la grippe porcine «Optaflu». Stöhr avait déjà réussi à vendre la grippe aviaire, une maladie non existante pour les hommes, de telle manière que des milliards d'impôts ont été dépensés pour des médicaments. Peu important à l'époque que la «grippe aviaire» ne frappât absolument pas les humains et que les médicaments stockés n'eussent même pas été testés cliniquement pour l'application sur l'homme. Maintenant Novartis aspire à une garantie d'achat pour son vaccin «Optaflu» qui vient d'être autorisé.

Source: Wodarg-Blog du 4/8/09

N'êtes-vous pas caricatural?

Ce type de grippe était attendu et il faisait très peur. Tout le monde avait à l'esprit le phénomène de la grippe aviaire, H5N1, qui est très dangereuse pour l'homme avec un taux de mortalité de 60 à 65% mais pas contagieuse car elle passe difficilement la barrière des espèces. Nous appréhendions une redistribution des gènes pouvant faire sortir un virus très virulent et très contagieux. Cette loterie a eu

Une critique de la campagne de vaccination sans exemple à ce jour émane aussi des Länder. «Si le développement de la grippe porcine reste inoffensif comme maintenant, un programme de vaccination de masse n'est pas justifié», dit Matthias Gruhl, chef du service Santé à Brême et coresponsable de la planification contre une pandémie.

Source: Spiegel Online du 1/8/09

Rapport entre la vaccination

contre la grippe porcine et des maladies neurologiques mortelles

Un rapport interne révèle les réserves de neurologues face à 25 décès aux Etats-Unis

Un avertissement que la nouvelle vaccination antigrippe est en rapport avec une maladie neurologique mortelle a été transmis par le gouvernement dans une lettre confidentielle à des chefs neurologues. [...] Les neurologues ont été informés qu'ils doivent s'attendre à une augmentation d'une maladie du cerveau nommé syndrome de Guillain-Barré, provoquée par le vaccin. [...] La lettre qui a été envoyée le 29 juillet et environ 600 neurologues est un premier signe qu'il y a des réserves au niveau le plus

lieu. Mais elle a produit un bon numéro: le H1N1. On redoutait un valet de pique, on a tiré une dame de cœur ...

Après l'épisode du Mexique, les Etats se devaient de réagir ...

Au Mexique, la grippe a tué car elle venait d'apparaître. Comme toutes les maladies nouvelles, contre lesquelles le corps n'a pas produit de défense, elle atteint des personnes jeunes et des moins jeunes très handicapés, dénutries, affaiblies ... Toutes les mesures ont été prises, et bien: course au vaccin, isolement des malades, suivi statistique au jour le jour ... C'est l'exercice grandeur nature d'une armée médicale d'Etat qui se met en ordre de bataille contre un mal qui pourrait survenir un jour. Mais à un moment donné, il faut arrêter l'exercice.

Pourquoi arrêter maintenant alors que la guerre est annoncée à l'automne?

Tout ce que nous faisons ne sert qu'à nous faire peur. Oui, cette grippe fuse très vite. Et après? Un malade en contamine deux ou trois, contre un pour une grippe classique. Mais cela reste une grippette, ce n'est ni Ebola, ni Marburg ... D'ailleurs je constate que sans le dire, les pouvoirs publics ont déjà commencé à réduire la voilure. Les malades, dont on ne vérifie d'ailleurs plus s'ils ont attrapé le H1N1 ou un simple rhume de cerveau, sont désormais invités à prendre du paracétamol.

Vous accusez les Etats d'avoir paniqué?

A partir du moment où l'OMS a, de façon un peu rapide, commencé à gesticuler, avec des communiqués quotidiens et des conférences de presse à répétition, les gouvernements n'avaient pas vraiment d'autre choix que de suivre. Je leur reproche d'avoir ensuite succombé à une surmédiasation politique de cet événement.

C'est le cas en France?

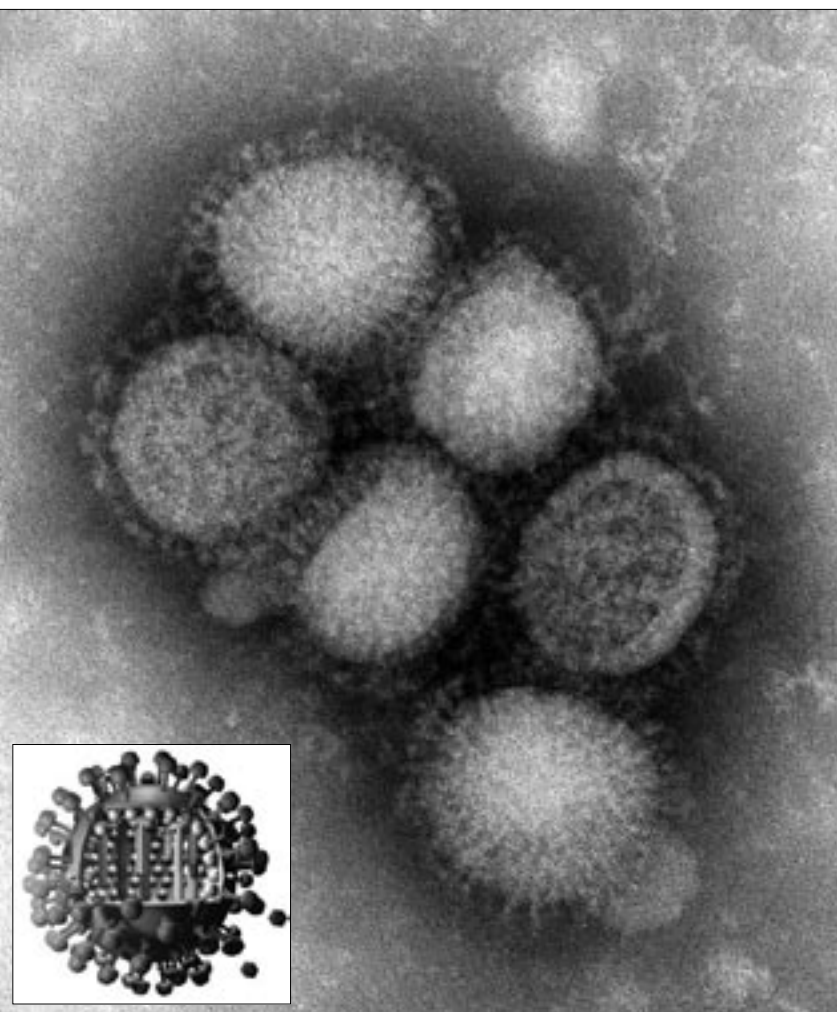
Bien sûr! Il y a 800 cas répertoriés en France. C'est une plaisanterie! Va-t-on se mettre à comptabiliser les diarrhées? On aurait dû annoncer clairement la couleur: nous sommes dans le cadre d'un exercice grandeur nature. Point à la ligne. Il est inutile d'affoler les populations sauf à vouloir leur marteler, à des fins politiques, le message suivant: bonnes gens dormez sans crainte, nous veillons sur vous.

Vous vous êtes violemment opposé à Roselyne Bachelot pendant le débat sur la loi Hôpital. Ces critiques de son plan grippe ne sont-elles pas un règlement de comptes politique?

Je n'accuse pas Roselyne Bachelot. Elle n'est pas plus responsable que cet élu Vert qui exigeait à l'Assemblée nationale que la ministre de la Santé rende des comptes sur le nombre de combinaisons étanches disponibles et la qualité des masques ...

Source: Jo Macfarlane, «Swine flu jab link to killer nerve disease: Leaked letter reveals concern of neurologists over 25 deaths in America», <http://www.dailymail.co.uk/home/search.html?s=y&authnamef=Jo+Macfarlane>

(Traduction Horizons et débats)



La grippe actuelle A(H1N1) paraît peu dangereuse – contrairement aux 72kg d'un mélange mortel envoyés par Baxter sur lequel nous n'avons pas d'informations. (photo mad)

qu'ils seront disponibles lorsque le premier pic de contamination sera passé. Quant aux centaines de millions de masques en stock, que va-t-on en faire? Obliger les malades de la grippe saisonnière à les porter? Ce qui me paraît plus grave, c'est que l'on a réquisitionné des lits d'hôpital et des ambulances pour rien, faisant perdre des chances et du temps à d'autres malades.

Le Premier ministre évoque des millions de contaminations. Votre position tranchée n'est-elle pas téméraire?

Pour l'instant nous avons près de 800 morts dans le monde alors que l'hémisphère Sud connaît sans doute son pic de contamination. Ce sont des chiffres éloquentes. Bien sûr, ce virus peut muter et devenir virulent. Pour l'instant ce n'est pas l'avis exprimé par la majorité des virologues ... Admettons que le pire se produise. Est-on certain que les vaccins commandés seront efficaces? Non.

Notre société est-elle devenue trop précautionneuse à l'ex-cès?

L'erreur est donc de nature politique ...

Non, car je le répète au début la démarche était justifiée. Mais c'est au minimum une erreur économique. Je ne comprends pas pourquoi l'Etat a pris une commande ferme de 100 millions de vaccins. Il fallait laisser les laboratoires développer leurs produits et ensuite acheter en fonction de nos besoins. On sait déjà que les vaccins ne seront pas prêts avant le 15 novembre. Ce qui veut dire

C'est le syndrome apocalyptique. L'homme a été créé par un virus et il mourra par virus. Cela a toujours été comme cela. Avant le virus, il y avait la peur des microbes avec la peste et le choléra. L'humanité a gagné cette bataille. Alors attention à la revanche du virus!

Source: Le journal du dimanche du 25/7/09

8 milliards

pour l'industrie pharmaceutique

Près de 8 milliards vont être dépensés pour une «grippe porcine éventuellement pandémique» et une vaccination forcée possible. Cela ne semble servir qu'à l'enrichissement des entreprises pharmaceutiques qui produisent le vaccin.

Source: Ron Paul, www.CampaignForLiberty.com/article.php?view=119Page2/2

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Nouveau:** Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Vaccinations obligatoires prévues aux Etats-Unis

En 1946 a été fondé l'*US Public Health Service* et signée la directive EO 9708 (Executive Order). Celle-ci dresse une liste des maladies contagieuses à l'occasion desquelles la quarantaine peut être prescrite. Entre 1946 et 2003 on y a ajouté le choléra, la diphtérie, la tuberculose, le typhus, la variole, la fièvre jaune et des fièvres virales hémorragiques.

Le 4 avril 2003, la directive EO 13295 ajoute le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) à la liste.

Le 1^{er} avril 2005, la directive EO 13295 ajoute des gripes causées par de nouveaux virus d'influenza à potentiel pandémique.

La directive EO 13295 précise également ce qui suit:

Le président confère au Secrétaire général du *Department of Health and Human Services* (HHS) le pouvoir discrétionnaire d'ordonner une quarantaine.

Le Secrétaire général du HHS a le droit d'ordonner «l'emprisonnement et des enquêtes» pour des personnes «dont on peut raisonnablement supposer qu'elles sont contaminées». Une personne qui tousse et a de la fièvre risque de rester longtemps en quarantaine.

Le 28 janvier 2003, *Bush* présente dans son «discours sur l'état de la nation» le projet «BioShield» (Bouclier biologique) qui crée une autorité permanente financée pour une durée indéterminée qui est chargée de développer des mesures médicales pour lutter contre le bioterrorisme.

Le NIH (*National Institute of Health*) a reçu le droit de procéder à une autorisation accélérée de mise sur le marché de médicaments et de vaccins. Une telle autorisation peut être accordée sans

qu'aient été effectués les essais de sécurité.

Le 17 décembre 2006, la Division E ajoute le *Public Readiness and Emergency Preparedness Act* à la *Defense Appropriations Bill HR 2863*. Elle le fait le samedi soir à 23 heures 20, longtemps après que les membres de la Commission de la Chambre des représentants aient approuvé la proposition de loi et soient rentrés pour les jours fériés. Dans la partie (b) (1), on peut lire ceci:

Le Secrétaire général du HHS peut décider qu'une «maladie ou un état de santé» représente une menace pour la santé publique.

Il peut alors recommander «la production, l'expérimentation, le développement, la prescription ou l'utilisation d'une ou de plusieurs mesures préventives [...]». On entend par «mesures préventives» des vaccins ou des médicaments destinés à lutter contre une pandémie.

La Division E garantit en outre l'exonération de toute responsabilité pour tous les médicaments, vaccins ou produits biologiques jugés susceptibles de constituer des «mesures préventives» contre toute espèce de pandémie.

Les entreprises pharmaceutiques sont maintenant exonérées de toute responsabilité. Cela concerne chaque produit et chaque cas d'urgence sanitaire décrétés par le Secrétaire général du HHS.

L'industrie pharmaceutique est maintenant protégée contre toute responsabilité, sauf si la partie lésée peut prouver qu'il y avait «intention criminelle de nuire». Elle (l'industrie pharmaceutique) est protégée même si elle sait qu'un médicament pourrait être nocif.

Source: *Infowars du 10/7/09*
(Traduction *Horizons et débats*)

Grippe porcine

L'OMS planifie des essais à grande échelle sur des humains

par Gerhard Wisnewski

Il n'y a guère quelqu'un qui l'a, il n'y a guère quelqu'un qui en souffre plus que quelques jours, et il n'y a guère quelqu'un qui en meure: Jusqu'à maintenant, il y a eu 429 morts à mettre en relation avec les 6,75 milliards d'habitants de la terre. Néanmoins l'OMS a classé la «grippe porcine» comme «incontrôlable» et, le 11 juin, elle a proclamé l'ultime niveau de pandémie, le numéro 6. Pourquoi? Il n'y a qu'une seule explication: «SAGE». Si l'on cherche ce mot en date du 13 juillet 2009 sur Google-News, on ne trouvera aucun article en langue allemande. Il est vrai que le «Strategic Advisory Group of Experts (SAGE) on Immunization» [«Groupe consultatif stratégique d'experts de la vaccination»] à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié une «recommandation concernant la vaccination» qui constitue un record de cynisme.

Le «Groupe consultatif stratégique d'experts de la vaccination» est le comité qui a concocté les recommandations concernant la vaccination de l'OMS. Dans ce groupe siègent des experts pour vaccinations de l'OMS de divers pays en harmonie avec des représentants des firmes pharmaceutiques, et ils délibèrent sur les campagnes de vaccinations planétaires comme notamment celles contre le fantôme de la «grippe porcine». Il est vrai que les représentants de l'industrie pharmaceutique n'y ont qu'un statut d'observateurs «pour éviter des conflits d'intérêts», mais cet argument n'est que de la poudre aux yeux.

C'est un fait, que l'OMS planifie et conçoit ses recommandations concernant la vaccination sous les yeux de l'industrie pharmaceutique mondiale et que personne ne peut voir clair dans les interdépendances des membres du SAGE et des représentants des firmes pharmaceutiques présents lors des séances.

Par exemple, personne ne peut empêcher les membres du SAGE de posséder des actions des firmes dont ils prévoient d'imposer les vaccins et les médicaments contre la grippe à l'humanité tout entière.

Source: <http://info.kopp-verlag.de/news/SSschwainegrippe-who-plant-menschenversuche-im-gron-entstil.html>

(Traduction *Horizons et débats*)

S'agit-il là

de la chronologie des victimes?

Selon le *Groupe consultatif stratégique d'experts de la vaccination (SAGE)* de l'OMS, les vaccinations doivent être effectuées dans l'ordre de priorité suivant:

- personnel de soins
- femmes enceintes
- enfants de plus de 6 mois atteints d'une affection chronique grave
- personnes en bonne santé âgées de 15 à 49 ans
- enfants en bonne santé
- adultes en bonne santé âgés de 50 à 64 ans
- adultes en bonne santé âgés de 65 ans et plus.

Source: OMS

Risque pour les femmes enceintes?

«Quasiment aucun expert ne sait précisément si la vaccination de masse prévue contre le virus A(H1N1), qui en est encore au stade des essais, ne présente aucun risque pour les femmes enceintes.»

Source: *Spiegel Online du 7/8/2009*

L'immunité pour l'industrie pharmaceutique

La secrétaire d'Etat américaine à la Santé, *Kathleen Sebelius*, vient de signer un décret conférant une totale immunité aux fabricants de vaccins contre la grippe H1N1, en cas de poursuite judiciaire en relation avec de nouveaux vaccins contre la «grippe porcine». De plus, le programme accéléré d'un montant de 7 milliards de dollars pour la fabrication du vaccin qui devra être mis sur le marché à l'automne ne prévoit pas les tests de sécurité usuels.

On prévoit avant tout de vacciner en grand nombre les femmes enceintes et les enfants. Jusqu'à présent ni l'*Organisation mondiale de la Santé* (OMS) ni le *Center for Disease Control* (CDC) américain ni aucune autre instance scientifique n'a produit de preuve quant à l'existence de ce nouveau virus Influenza-A(H1N1). Le décret signé par la secrétaire d'Etat américaine à la Santé garantit l'immunité judiciaire à ceux qui fabriquent le vaccin contre la «grippe porcine» – sur la base de la loi américaine de 2006 sur les urgences de santé publique.

Déjà en 1976, le gouvernement des Etats-Unis avait été confronté à un virus de «grippe porcine». Il y eut une campagne nationale de vaccination suite à laquelle des milliers de personnes ont demandé des dommages et intérêts alléguant qu'elles avaient subi des effets secondaires dus à la vaccination. 40 millions d'Américains avaient été vaccinés par les autorités dans le cadre de cette campagne. La pandémie ne s'est jamais déclarée mais des milliers de personnes qui avaient été vaccinées ont exigé des

indemnités pour coups et blessures car ils avaient contracté le syndrome de Guillain-Barré ou d'autres types d'effets secondaires. Au minimum 25 personnes sont décédées et 500 ont contracté le syndrome de Guillain-Barré, une inflammation du système nerveux qui provoque des paralysies et qui peut être fatale.

Ainsi, en 1976, le vaccin contre la «grippe porcine» s'était avéré beaucoup plus dangereux que la maladie elle-même. Cette fois, l'administration américaine a pris à l'avance des mesures pour protéger les firmes pharmaceutiques de toutes poursuites judiciaires par des citoyens concernés au cas où ceux-ci souffriraient de lourdes complications suite à l'administration de vaccins non contrôlés.

Lors de la classification de la «grippe porcine» en tant que pandémie, l'OMS était conseillée à Genève par le «Groupe consultatif stratégique d'experts de la vaccination» à l'OMS (SAGE). Très vite, on a activé dans le monde entier des mesures d'urgence de santé publique. Mais qu'est-ce que ce groupe d'experts de l'OMS?

Depuis 2005, il est présidé par le Dr *David Salisbury*, responsable du groupe de vaccination et des maladies infectieuses au ministère de la Santé du gouvernement britannique. Dans les années 80, le Dr Salisbury a été sévèrement critiqué pour avoir mené une massive campagne de vaccination d'enfants avec le vaccin ROR (rougeole-oréillon-rubéole) fabriqué par le prédécesseur de *GlaxoSmithKline*. Ce vaccin a été retiré

du marché japonais après que des effets secondaires aient été constatés chez de nombreux enfants vaccinés. Le gouvernement japonais a été obligé de payer d'importantes indemnités aux victimes. En Suède, le vaccin ROR de *GlaxoSmithKline* a aussi été retiré de la circulation. Apparemment ces éléments n'ont guère perturbé le directeur du groupe d'experts, le Dr Salisbury. En 1988, on a aussi retiré le vaccin ROR du marché canadien – qui contenait, selon certaines informations, la souche vaccinale Urabe – c'est-à-dire bien avant que les vaccins contenant cette souche soient homologués par le ministère de la Santé britannique et utilisés au Royaume-Uni. Dans les rapports concernant les dangers de ces vaccins publiés par le chercheur britannique indépendant *Alan Golding*, il est dit que «*Smith-Kline-French*, devenue *Smith-Kline-Beecham* et qui à l'époque étaient impliqués dans la production anglaise, étaient préoccupés par les questions de sécurité et hésitaient à demander une licence britannique pour leurs vaccins contenant la souche Urabe. Leurs «préoccupations» concernant les possibles préjudices d'un de leurs produits sur les enfants, les conduisit à demander au gouvernement britannique de les garantir contre toute action en justice résultant d'un dommage lié au vaccin.» Sur les conseils du Dr Salisbury le gouvernement britannique a donné son accord.

Aujourd'hui, le même Dr Salisbury, en tant que président du groupe d'experts de l'OMS, promeut au niveau mondial l'usage du vaccin non testé H1N1, produit par la même entreprise qui s'appelle actuellement *GlaxoSmithKline*.

L'histoire s'assombrit maintenant que l'Administration *Obama* a signé le document conférant l'immunité aux fabricants de vaccins en cas de poursuites judiciaires. La FDA (Food and Drug Administration) américaine et les autorités sanitaires au Royaume-Uni ont décidé de laisser l'industrie pharmaceutique introduire sur le marché les vaccins

sans que leurs possibles effets secondaires ne soient évalués.

Curieusement, un an avant que le premier cas de la prétendue grippe porcine ne soit décelé, la firme pharmaceutique *Baxter*, a déposé un brevet pour un vaccin contre le H1N1 (*Baxter Vaccine Patent Application US 2009/006095660*). Extrait de la demande de brevet: «Des adjuvants appropriés peuvent être choisis à partir de gels minéraux, d'hydroxyde d'aluminium. [...] Bien sûr la sélection de l'adjuvant dépend de l'utilisation. Par exemple la toxicité dépend de l'organisme auquel le produit est destiné et peut varier d'une toxicité nulle à une toxicité élevée.» Et cela en l'absence de toute responsabilité juridique.

Source: *interinfo*, volume 368, août 2009

(Traduction *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Carte blanche pour les firmes pharmaceutiques et les fonctionnaires fédéraux

Concernant tout nouveau vaccin contre la grippe porcine, les fabricants de vaccins et les fonctionnaires fédéraux ne pourront pas être juridiquement rendus responsables. Selon des fonctionnaires du ministère de la Santé des Etats-Unis, cela ressort d'un document signé en juin de cette année par la secrétaire d'Etat américaine à la Santé *Kathleen Sebelius*.

Source: *Mike Stobbe* (*Associated Press*, 17/7/09), «*Legal immunity set for swine flu vaccine makers*», www.cleveland.com/nation/index.ssf120091071legal_immunity_set_for_swine_f.html

Documentation: extrait de la plainte

72kg de vaccin contaminé par des virus de la grippe aviaire vivants ont été fabriqués en décembre 2008 dans le laboratoire de recherches en biomédecine *Baxter International* basé à Orth-Donau (Autriche). Il contenait un mélange de virus de la grippe ordinaire H3N2 et de virus mortels H5N1. En mélangeant ces deux agents *Baxter* a créé une arme biologique très puissante dont le taux de mortalité est de 63%.

«Le virus H5N1 présente une transmissibilité d'individu à individu limitée, particulièrement par voie aérienne. Mais lorsqu'il est mélangé à des virus grippaux ordinaires, dont on sait qu'ils se transmettent extrêmement bien par voie aérienne, un nouveau virus grippal apparaît que le système immunitaire humain ne connaît pas et qui frappera une population non protégée.» Un tel virus pourrait se propager rapidement dans le monde entier et provoquer la mort de millions voire de milliards de personnes.

Le virus de la grippe aviaire est un «agent biologique au travail» qui doit être manipulé uniquement au niveau de biosécurité 3 aux termes de la Directive européenne 90/679/EWG relative à la protection des travailleurs « contre les risques pour leur sécurité et leur santé résultant ou susceptibles de résulter d'une exposition à des agents biologiques au travail, y compris par la prévention de ces risques».

L'article 2 de cette directive donne les définitions suivantes:

«Aux fins de la présente directive, on entend par:

a) «agents biologiques» les micro-organismes, y compris les micro-organismes génétiquement modifiés, les cultures cellulaires et les endoparasites humains qui sont susceptibles de provoquer une infection, une allergie ou une intoxication;

b) «micro-organisme» une entité microbiologique, cellulaire ou non, capable de se reproduire ou de transférer du matériel génétique;

c) «culture cellulaire» le résultat de la croissance in vitro de cellules isolées d'organismes multicellulaires.

d) Les agents biologiques sont classés en quatre groupes de risque en fonction de l'importance du risque d'infection qu'ils présentent:

- 1) un agent biologique du groupe 1 n'est pas susceptible de provoquer une maladie chez l'homme;
- 2) un agent biologique du groupe 2 peut provoquer une maladie chez l'homme et constituer un danger pour les travailleurs; sa propagation dans la collectivité est improbable; il existe généralement une prophylaxie ou un traitement efficace;
- 3) un agent biologique du groupe 3 peut provoquer une maladie grave chez l'homme et constituer un danger sérieux pour les travailleurs; il peut présenter un risque de propagation dans la collectivité, mais il existe généralement une prophylaxie ou un traitement efficace;
- 4) un agent biologique du groupe 4 provoque des maladies graves chez l'homme et constitue un danger sérieux pour les travailleurs; il peut présenter un risque élevé de propagation dans la collectivité; il n'existe généralement pas de prophylaxie.»

Les agents biologiques du groupe 3 sont donc des «agents pouvant provoquer de graves maladies humaines et représenter un danger sérieux pour les travailleurs», définition qui s'applique au virus de la grippe aviaire H5N1.

Baxter est donc tenu de prendre des mesures de biosécurité de niveau 3 (Biosafety Level 3), voire 4, lorsque le personnel du laboratoire travaille sur les virus H5N1. Il a confirmé avoir respecté les mesures de niveau 3, lesquelles visent à empêcher la contamination dans les laboratoires. «Le personnel possède une formation spécialisée et il est supervisé par des scientifiques compétents ayant de l'expérience dans le domaine de la manutention de ces agents dangereux. Toutes les manipulations sont effectuées sous confinement exigeant des moyens spéciaux de prévention technique et le port d'équipements de protection individuelle. Le laboratoire doit avoir été conçu et équipé de manière spécifique.»

Selon un porte-parole du laboratoire, *Baxter* a utilisé les virus de l'influenza A du sous-type H5N1 asiatique (A/Vietnam/1203/2004).

Il avait obtenu ce virus sauvage du Centre de référence de l'OMS.

Baxter est le seul fabricant qui utilise des vaccins antigrippaux «sauvages», c'est-à-dire na-

turels, des souches de virus de l'influenza qui sont considérées comme plus dangereuses que les virus modifiés et atténués utilisés par les autres fabricants.

Fin décembre 2008, *Baxter* a envoyé 72 kg de vaccin contaminé à *Avir Green Hills Biotechnology* à Vienne sans indication suffisante. Selon un communiqué de *Canadian Press*, les vaccins contaminés par un virus pandémique n'étaient pas étiquetés (unlabelled). On ne sait pas comment cette erreur a pu être commise.

On ne sait pas comment un vaccin contaminé a pu quitter le laboratoire de haute sécurité *Baxter* sans passer aux rayons-X et avec un mauvais étiquetage ni comment il a été expédié chez *Avir*: par la poste ou par une autre entreprise de livraison.

Avir a déclaré dans un courriel être entré en possession du matériel fin décembre: «Nos laboratoires et ceux de notre partenaire *Biotest* ont manipulé le matériel en respectant strictement les normes de sécurité.»

On ne sait pas comment ce vaccin a été contaminé par des virus H5N1 vivants ni pourquoi cette erreur n'a pas été découverte malgré le respect des mesures de sécurité.

«*Avir Green Hills Biotechnology AG* est une société basée à Vienne qui a été fondée en 2002 et emploie 53 salariés. Sa compétence de base comprend le développement de produits thérapeutiques et prophylactiques contre des maladies infectieuses virales et le cancer.»

Elle travaille également pour l'Union européenne. L'endiguement des épidémies et avant tout celle de grippe aviaire est une priorité de santé publique pour de nombreux pays. Aussi bien les Etats-Unis que l'Union européenne comptent sur le développement rapide d'un vaccin humain efficace.

Le 30 janvier 2009 *Avir* a envoyé les 72 kg de vaccin à 16 autres laboratoires dont certains en Allemagne, en Slovaquie et en République tchèque.

On ne sait pas comment il a été transporté ni sous quelle étiquette. Si l'on divise 72 kg par 16 laboratoires on obtient quelque 5 kg par laboratoire.

Le vendredi 30 janvier 2009, le matériel contaminé est arrivé chez *BioTest Ltd*, laboratoire situé à 70 km à l'ouest de Prague, qui s'attendait à recevoir un vaccin contre la grippe humaine. Dans un communiqué aux médias, un porte-parole de *BioTest Ltd* a déclaré: «The company was supposed to get non-infected testing vaccine, which was by mistake of the supplier contaminated with the H5N1 virus. If there had not been a mistake on the part of the supplier, the bird flu virus would not get into the Czech Republic in this way.» Il a laissé entendre que *Baxter* et *Avir* étaient à l'origine de ce vaccin susceptible de provoquer une pandémie.

On a appris la contamination lorsque, dans la première semaine de février 2009, des employés du laboratoire appliquèrent, lors d'un essai, ce vaccin à des furets qui, normalement, ne contractent pas l'influenza H3N2 (c'est-à-dire la forme humaine). Ces animaux sont tous morts.

Le matériel livré par l'Autriche a été examiné et la contamination par le virus H5N1, agent de la grippe aviaire dangereuse pour l'homme a été constatée. On a administré à titre prophylactique aux 13 employés de *Biotest Ltd* qui avaient été en contact avec l'agent hautement pathogène pendant une semaine environ, un médicament contre la grippe aviaire et on les a mis en quarantaine.

On ne sait pas où ils ont été soignés. Selon les médias, c'était à Vienne, à 400 km de là.

Selon un communiqué, *Baxter* a appris l'incident le vendredi 6 février 2009.

Dans un communiqué du 11 février du Service de presse et d'information de la Ville de Vienne, le lundi 9, 18 employés d'*Avir* ont été traités à l'*Otto-Wagner-Spital* de Vienne contre la grippe aviaire et la grippe ordinaire «car on ne pouvait pas exclure au départ qu'ils aient été en contact, dans le cadre de leur travail, avec un agent de la grippe aviaire, mais aucun des tests effectués n'a révélé d'infection.» Les patients ont reçu immédiatement un traitement prophylactique contre la grippe aviaire. «Ni les patientes et patients ni les personnes qui ont été en contact avec eux ont été en danger. Naturellement, nous avons informé toutes les autorités compétentes, a dé-

claré le Dr *Susanne Drapalik*, de la Direction des hôpitaux viennois.

Après la découverte de cette contamination potentielle, tous les travaux ont été immédiatement stoppés et le matériel éliminé selon les règles de l'art, a déclaré *Birgit Kofler-Bettschart* d'*Avir*.

Les 15 laboratoires d'Allemagne, d'Autriche et de Slovaquie qui avaient reçu d'*Avir* du vaccin contaminé ont constaté la présence de virus H5N1 vivants lors de leurs analyses.

Le Ministère autrichien de la Santé (MS) été informé de l'incident le 9 février.

– 9 février: Information du MS et du LSD/MA15 [Landesanstaltsdirektion/Magistratsabteilung 15 de la Ville de Vienne]: Examen médical et observation dans un hôpital d'employés d'un laboratoire potentiellement contaminés par un produit faisant l'objet de recherches.

– 13 février: Information du MS par le LSD/MA15 concernant le résultat d'un audit effectué dans la société impliquée.

– 16 février: Inspection de la société basée en Basse-Autriche à la demande du MS.

– 23 février: Inspection de la société viennoise à la demande du MS. Les laboratoires de la société ont été visités par les autorités vétérinaires. Un représentant du secteur de la médecine humaine était présent.

– 24 mars: L'affaire a été abordée à la Commission fédérale des zoonoses.

Christopher Bona, porte-parole de *Baxter*, a assuré que le laboratoire avait découvert comment la contamination s'était produite et avait pris les mesures garantissant qu'un tel incident ne se reproduirait pas. Selon lui, les autorités autrichiennes ont inspecté le laboratoire de recherches d'Orth-Donau et se sont déclarées satisfaites des mesures prises. «L'incident est dû à la fois à la procédure en soi et à des erreurs techniques et humaines». Lorsqu'on lui a demandé d'être plus précis, il a refusé, affirmant que ce serait révéler des informations protégées par le droit des brevets. Il a ajouté que dès que le laboratoire *Baxter* avait constaté son erreur, le laboratoire a aidé les différentes sociétés à éliminer le matériel contaminé et à décontaminer leurs laboratoires; qu'en outre les employés qui avaient été exposés au produit contaminé ont été examinés et mis en observation par des spécialistes des maladies infectieuses; qu'on leur a proposé le médicament antiviral oseltamivir (Tamiflu).

Le laboratoire *Baxter* s'est dénoncé lui-même.

Son porte-parole *Richard Tischler* a déclaré: «We intended to send a pure virus of common flu for testing to the Czech Biotest; by accident, we sent the bird flu virus. The experimental material got mixed up. [...] The specific process that was used during the production of this testing material will be never used again», mais il n'a pas précisé en quoi consistaient ces procédures ni comment elles allaient être abandonnées.

http://zpravy.idnes.cz/rakouska-ptaci-chripkavsla-do-ceska-inemecka-fmn-lomaci.asp?c=A090303_214331_domaci_abr

Le 16 février les autorités ont inspecté les installations de *Baxter* à Orth mais, selon *Jutta Brenn-Vogt*, la directrice de la communication de *Baxter*, elles n'ont constaté aucun problème.

Dans une interview accordée à *Lifegen.de* en mars, *Jutta Brenn-Vogt* a attribué l'incident à «une combinaison unique de procédés et d'erreurs techniques et humaines dans ce projet de recherche spécifique de notre laboratoire autrichien d'Orth». «Cross-contamination of commercial product, clinical material or other experimental material has been absolutely excluded. The public health authorities in Austria performed an audit at Baxter's research facility in Austria (Feb. 16) and Baxter's corrective and preventative actions were found appropriate by the auditors. The contamination occurred only during the process for this specific research project for AVIR Greenhills in Baxter's facility. Further details about the process will not be discussed as it is proprietary information.

The company has cited proprietary information as the reason why it refuses to divulge details of the way that the contaminated material could have been produced in its bio safety level 3 laboratories where commercial vaccine production and clinical and experimental trials presumably take place under high bio security conditions to prevent just such a cross contamination. Can we accept this level of secrecy and this superficial investigation which seemed to just rubber stamp

what Baxter had done when the contaminated virus posed a real threat to the health of the general public?

LifeGen.de: Will the contamination in Europe lead to management changes in your company? Brenn-Vogt: No.»

Le virus de la grippe aviaire est un virus artificiel, produit par génie génétique. Depuis 1995, des scientifiques de l'équipe de Jeffrey Taubenberger de l'*Institute of Pathology* de l'Armée américaine et une équipe de chercheurs américains ont reconstitué le virus de la grippe espagnole au cours de plusieurs années de travail. Les résultats de l'expérience, rendue publique dès 2003, ont paru en détail dans les revues *Nature* et *Science*. Selon *spiegel.de*, «des chercheurs américains ont reconstitué dans un laboratoire militaire l'agent pathogène extrêmement dangereux de la grippe espagnole. Les résultats de ce travail, qui viennent d'être rendus publics pour la première fois en détail, doivent contribuer à éviter une pandémie de grippe aviaire imminente. Toutefois des opposants à cette procédure mettent en garde contre le risque d'épidémie.»

<http://www.spiegel.de/wissenschaft/mensch/10,1518,378217,00.html>

Le 20 mars, la députée *Dagmar Belakowitsch-Jenewein* a adressé une question parlementaire au ministre de la Santé Alois Stöger que l'on trouve sur le site www.parlament.gv.at/PG/IDE/XXIV/IJJ_01437/fname_153739.pdf.

A la mi-avril, la «grippe porcine» a fait son apparition au Mexique.

Il s'agit également d'un virus artificiel.

Le vaccin pour l'Autriche a été commandé au laboratoire *Baxter* qui, selon les médias, doit le livrer en juillet déjà.

Le 20 mai, jour-limite légal, 8 semaines après que la question lui avait été posée, le ministre de la santé Stöger a donné sa réponse parlementaire: (www.parlament.gv.at/PG/IDE/XXIV/AB/AB_01457/fnameorig_158854.html)

Il a révélé que 72 kg de vaccin contre la pandémie avaient été fabriqués et distribués. Ces 72 kg de vaccin ont donc été contaminés «par erreur» dans un laboratoire de biosécurité.

Selon l'OMS, la «grippe porcine» est «incontrôlable». Jusqu'ici, elle a fait 429 morts parmi les 6,75 milliards d'habitants de la Terre. L'OMS a modifié le niveau d'alerte 6 pandémie en remplaçant «mortalité» par «propagation».

Le 7 juillet, le *Groupe stratégique consultatif d'experts (SAGE) pour les problèmes de vaccination et d'immunité vaccinale* de l'OMS a publié des «recommandations quant à la vaccination ciblée». Ce groupe est composé d'experts en vaccination du monde entier et de représentants des laboratoires pharmaceutiques comme *Baxter* qui délibèrent en parfaite harmonie sur les campagnes mondiales de vaccination.

Le 13 juillet, l'OMS a autorisé le recours à des vaccins non encore suffisamment testés et l'évaluation des résultats. Les personnels de santé, les médecins et les malades chroniques doivent être vaccinés en priorité, et cela dès l'automne 2009.

On trouvera dans l'annexe des informations supplémentaires sur l'OMS, *Baxter* et l'apparition de la grippe aviaire au Mexique à quelque 50 kilomètres d'une installation de *Baxter*.

Plainte déposée le 23 juillet 2009 auprès du Parquet de Vienne par Jane Burgermeister (pages 30-38).

www.wakenews.net/html/jane_burgermeister.html
(Traduction Horizons et débats)

* Extrait de la plainte contre «Alois Stöger, Gesundheitsminister, Hubert Hrabcik, Sektionschefs Generaldirektion für öffentliche Gesundheit Sektionsleitung III Gesundheitswesen Bundesministerium für Gesundheit, Familie und Jugend (BMGFJ); Ulrich Herzog, Oberster Veterinär und Leiter des Fachbereich IV/B Verbraucher-Gesundheit des Bundesministeriums für Gesundheit; Maria Rauch-Kallat, Ex-Gesundheitsministerin; Otfried Kistner, Direktor für Virologie der Firma Baxter; Hartmut Ehrlich, Vorstand der Baxter AG; Noel Barret, Vorstand der Baxter AG; Harald Eisenmenger, Oberstaatsanwaltschaft Wien; Oscar Bronner, Gründer des Nachrichtenmagazins profil; Christian Rainer, Herausgeber und Chefredakteur des Nachrichtenmagazins profil; Emil Bobi, Journalist des Nachrichtenmagazins profil; Heinz-Christian Strache, FPÖ Bundesparteivorsitzender und Klubobmann; Dagmar Belakowitsch-Jenewein, FPÖ Gesundheitsministerin; Karl Korinek, Ex-Präsident des VfGH; Gerhart Holzinger, Präsident des VfGH; Werner Faymann, Kanzler»

Responsabilité personnelle et information

Non à davantage d'Etat: Pourquoi ordonner à tout le monde, ce qui ne concerne que quelques-uns?

Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers usam

Pour d'abord anticiper sur l'important: Nul besoin d'une nouvelle loi sur la prévention et encore moins d'un Institut pour la prévention. Il est important pour l'Union des arts et métiers usam et pour l'AEPM (Alliance de l'économie pour une prévention modérée), une sous-organisation, de déclarer très tôt notre résistance résolue, et cela avant le message du Conseil fédéral attendu à l'automne 2009. Si le Parlement décide d'entrer en matière, la question du référendum contre cette tutelle inutile de toute l'économie et de la population devra alors se poser. Laissez-moi exposer brièvement le fondement de notre opposition.

Examiner la question du référendum

En tant que plus grande organisation faitière de l'économie suisse, l'usam représente 280 fédérations et environ 300 000 entreprises. Selon sa stratégie de 2008, son sujet central est la politique des PME, c'est-à-dire l'établissement de conditions d'encadrement optimales pour nos PME. Bref: L'usam s'est fixé comme objectif majeur d'alléger les réglementations et les prescriptions, d'abaisser les taxes, les redevances et les impôts ainsi que de s'opposer en priorité aux interdictions de consommation et de publicité.

Autrement dit: Nous revendiquons de manière générale la réduction des normes et des directives légales et nous nous engageons au soulagement des charges administratives des PME. Il est évident que la loi préventive proposée – et en conséquence aussi l'Institut qui devrait être nouvellement créé – sont diamétralement opposés à notre stratégie et ainsi rejetés par l'usam. Compte tenu de la trop haute densité de règlements déjà existants aujourd'hui, des mesures particulièrement sévères doivent valoir lors d'un arrêté de nouveaux décrets juridiques; la mire doit être placée très haut et l'on doit en cas de doute renoncer à légiférer.

Pas de gonflement inutile de l'administration étatique

L'Office fédéral de la santé publique OFSP n'a pas pu apporter la preuve de la nécessité de nouvelles réglementations légales malgré ses tentatives démesurées d'avancer une argumentation fondée. En outre, les articles légaux proposés sont en partie formulés de manière trop générale, vague ou même contradictoire. Pour de nombreux articles, la marge d'interprétation est trop large si bien

qu'on ouvre toute grande la porte à l'interventionnisme étatique et au risque d'une utilisation arbitraire inacceptablement élevé. Ceux qui en souffriraient le plus, seraient avant tout les PME qui auraient à encourir de nouvelles directives et/ou des charges fiscales et administratives dans les entreprises. De plus, il en résulterait un gonflement accru de l'administration et des organisations paraétatiques et le rayon d'action de l'OFSP activiste s'étendrait encore davantage. En outre, des compétences seraient transmises inutilement des cantons à la Confédération; la prévention en matière de santé doit être abordée d'une autre manière dans un petit canton rural que dans une grande agglomération.

En conclusion: J'ai de la peine à suivre avec l'activisme et la «rage de réglementations» de l'OFSP ainsi qu'avec tous les «apôtres de la santé» dans ce pays. L'année dernière, l'OFSP a lancé en l'espace de quelques mois trois programmes nationaux avec de nouvelles interventions dans l'économie de marché libre et des restrictions massives de la liberté personnelle: concernant l'alcool, le tabac ainsi que la nutrition et l'activité physique. Au moyen de ces trois programmes, une propre et nouvelle prévention relative au comportement, qui n'a pas d'appui politique, et qui va largement au-delà de l'objectif et en même temps passe outre aux instances politiques compétentes, veut être imposée «par voie administrative». Et pour mettre encore les points sur les i, l'OFSP veut encore nous gratifier en lançant une nouvelle loi préventive et en créant même, c'est le comble, un Institut suisse pour la prévention et la promotion de la santé.

Les bases légales sont absolument suffisantes

Les bases légales existantes sont, pour une politique de prévention sensée et adéquate, tout à fait suffisantes. L'état de santé de la population suisse est bonne, comparé à l'échelle internationale. Comme le montre l'exemple des USA (l'extension de l'obésité!) de manière dramatique, des dépenses plus élevées relatives aux mesures de prévention et davantage de réglementations ne mènent pas forcément à une meilleure santé de la population, mais peuvent même avoir des effets contraires. Pour l'indiscutable protection de la jeunesse et le dépistage précoce de maladies, on n'a pas besoin de nouvelles bases juridiques. Des mesures beaucoup plus ciblées et effectives sont

La Suisse est importante en tant qu'intermédiaire, pas en tant que puissance militaire

mw. La Suisse se trouve dans une situation très délicate suite aux pressions de différentes grandes puissances. Il s'agit de beaucoup plus que de la protection de la place financière, à savoir de la sauvegarde de l'Etat de droit, de la protection de notre liberté en tant que citoyens et contribuables, de la sauvegarde de la souveraineté de l'Etat.

Après que des gouvernements «amis», d'ici et de l'autre côté de l'Atlantique, ont exigé beaucoup de nous, partant des outrages verbaux jusqu'aux infractions des contrats entre Etats, les paroles de la ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis, Hillary Clinton, donnent une perspective quand elle se rappelle l'importance de la neutralité du petit Etat qu'est la Suisse, ses bons services, ses engagements humanitaires dans le monde secoué par des guerres et des crises. Ainsi, la Suisse représente depuis des décennies les intérêts américains en Iran et s'engage, entre autres, pour la libération des détenus américains qui s'y trouvent. Lors de sa rencontre avec la Conseillère fédérale Michelle Calmy-Rey, le 31 juillet à Washington, la ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis

a exprimé des remerciements «pour le rôle de la Suisse en tant que représentante des Etats-Unis dans des pays comme l'Iran, ainsi que pour l'engagement de la Suisse dans de nombreux enjeux internationaux, notamment en tant que médiatrice».

Je prie nos députés à Berne de se rappeler, pendant la session d'automne, le rôle important et partout estimé de la Suisse concernant la politique de paix et de s'abstenir de participer à l'«opération Atalanta», c'est-à-dire d'envoyer des soldats suisses armés à la corne de l'Afrique sous le commandement de l'UE. Une révision de la loi militaire, dans le but d'ouvrir la porte à une participation aux différentes opérations de guerre torpillerait encore plus la tâche pacifique de la Suisse.

Un invité de la République démocratique du Congo a dit récemment: «Nous savons que la Suisse n'exerce pas une politique d'hégémonie, qu'elle ne prend pas parti dans nos différends internes et qu'elle ne s'immisce pas. Les Suisses ne viennent pas chez nous en uniforme militaire, mais comme des amis, en tant que médiateurs ou délégués de la Croix-Rouge». Restons-en là. •

L'Alliance de l'économie pour une politique préventive modérée AEPM se présente

Rudolf Horber, président directeur général AEPM et chef économiste usam

«Chaque nouvelle réglementation, chaque nouvelle loi nous dérobe peu à peu ce qui nous reste encore de notre liberté». Cette citation provient non pas d'un politicien conservateur sévère, mais d'une aventurière célèbre et alpiniste de haut niveau Evelyn Binsack. Comme elle a raison et combien sa déclaration est actuelle, car un nouveau mal menace. Désirez-vous des exemples du passé récent?

- L'Office de la santé publique OFSP voudrait prescrire l'âge minimum pour l'entrée dans les solariums à 18 ans.
- Celui qui s'occupe d'enfants doit, selon la volonté du Conseil fédéral, avoir une autorisation; Le bureaucratisme va envahir aussi les chambres enfantines.
- Le Seco réclame que les stations-service ouvertes 24 h sur 24 n'aient le droit de vendre que du café et des Snacks entre 1 heure et 5 heures du matin.
- Et maintenant, le Conseil fédéral veut encore nous gratifier d'une nouvelle loi de prévention munie d'un Institut d'Etat – ici, il faut appuyer à temps et avec détermination sur le frein. [...]

L'Alliance de l'économie pour une politique de prévention modérée AEPM a été créée sous la responsabilité de l'usam en réaction à l'activisme extrême de l'Office fédéral de la

santé publique OFSP l'année dernière au sujet de l'alcool, du tabac, de la nutrition et de l'activité physique.

Ce comité largement soutenu et dont font partie une vingtaine d'associations faitières et de branches économiques, travaille en étroite collaboration avec les partis bourgeois ainsi que la Communauté d'intérêt IG Freiheit.

Nous nous laissons guider par les principes suivants:

- L'AEPM se prononce clairement contre les nouvelles interventions dans l'économie de marché libre au moyen d'une densité de réglementations encore plus élevée et de restrictions supplémentaires dans la liberté personnelle de l'ensemble de la population. Les dispositions légales déjà existantes doivent être utilisées et mises en pratique.
- L'AEPM n'est cependant pas contre toute prévention. Elle soutient une politique de prévention modérée qui repose sur le principe de la responsabilité personnelle et de l'information et qui se tourne avant tout vers des groupes à risque clairement définis. Ici, une protection sévère de la jeunesse doit être placée au premier plan. •

Source: Organisation faitière des PME suisses, Conférence de presse usam du 12/8/09

bien plus nécessaires que des actions générales, lesquelles restreignent encore plus fortement l'ensemble de la population et l'économie dans leur liberté au moyen d'interdictions et de directives supplémentaires et disproportionnées. C'est pourquoi il s'agit en premier lieu de puiser plus largement dans les possibilités existantes pour les groupes à risque et d'utiliser le droit existant de manière conséquente et de le mettre en pratique.

Oui à une prévention basée sur la responsabilité personnelle

C'est pourquoi, sur la base de mon exposé, j'arrive à la conclusion suivante: On doit na-

turellement prendre au sérieux la prévention et la promotion de la santé. Mais mieux vaut miser en priorité sur la responsabilité personnelle; Un interventionnisme étatique supplémentaire et de nouvelles directives générales, par contre, doivent être clairement rejetés. Nul besoin d'une nouvelle loi sur la prévention et encore moins d'un Institut pour la prévention. Sur le plan de la prévention et la promotion de la santé, le moins est parfois préférable au trop. •

Renseignements complémentaires: Hans-Ulrich Bigler, directeur usam, téléphone 031 380 14 14, mobile 079 285 47 09, Conférence de presse usam du 12/8/09

Europäische Arbeitsgemeinschaft



Mut zur Ethik

Congrès «Mut zur Ethik»

Souveraineté du peuple ou impérialisme – Qu'est-ce qu'une authentique démocratie?

du 4 au 6 septembre 2009 à Feldkirch, Autriche

Interventions de:

Pr Roger Achkar (RL), Pr Hans Peter Aubauer (A), Bob Barr (USA), Pr Jörg Becker (D), Alain Bournazel (F), Emmanuel Broillet (CH), Pr Stanislas Bucyalimwe Mararo (B), Fritz Edlinger (A), Jürgen Elsässer (D), Pr Joseph Emmanuel Seemampillai (D), Mgr Elmar Fischer (A), Pr Eberhard Hamer (D), Pr Robert Hickson (USA), Pr Edmund Lengfelder (D), Jens Loewe (D), Pr Jean-Claude Manificier (F), Vladislav Marjanovic (A), Pr Maria Mies (D), Pr Velimir Nedjelkovic (SRB), Manfred Paulus (D), Jean-Claude Paye (B), Jürgen Rohmeder (CH), Doug Rokke (USA), Jürgen Rose (D), Jochen Scholz (D), Pr Albrecht Schott (D), Hans Christof von Sponeck (D), etc.

Inscription et contact:

Bureau du congrès «Mut zur Ethik»
Case postale 756, CH-8044 Zurich
Tél. +41 79 400 51 57

Courriel: mze@cyberlink.ch
www.mut-zur-ethik.ch

Frais d'inscription:

CHF 540.–/Euro 340.–

Elèves/étudiants/retraités avec attestation:
50% de réduction

Carte pour famille: les familles avec enfants mineurs ont la possibilité de commander une carte à prix réduit auprès du secrétariat.

La création et le maintien de structures en petites espaces

La BioKräuterei Oberhavel – culture locale, main-d'œuvre locale, vente locale

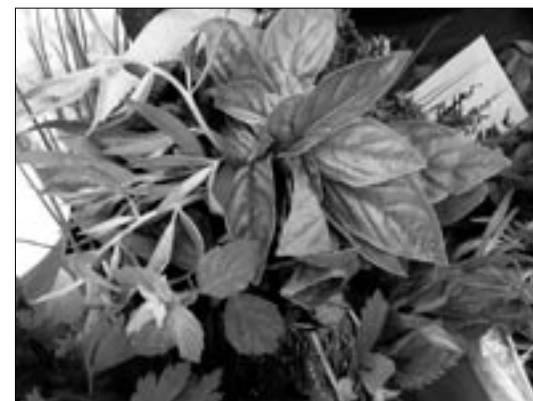
par Hedwig Schär

Le nouveau Rapport sur l'agriculture mondiale recommande la production locale de denrées alimentaires. Avec la souveraineté alimentaire, la faim qui concerne mondialement un milliard d'êtres humains peut être combattue efficacement. Les denrées alimentaires sont disponibles indépendamment de longs trajets de livraison et de dépendance économique. Les hommes se libèrent ainsi du commerce mondialisé, l'on utilise beaucoup moins de carburant et les crises politiques et économiques n'ont qu'une influence insignifiante sur la situation alimentaire. Ces affirmations attirent notre attention presque automatiquement vers le tiers-monde. Mais ces affirmations s'adressent au monde entier, aussi aux pays de l'hémisphère du Nord. Ici, également des structures en petites espaces devraient être créées et maintenues.

Un exemple impressionnant d'une initiative sur base locale en Allemagne, la BioKräuterei (Plantation d'herbes aromatiques) Oberhavel.



«L'expérience de participer à ce processus naturel de la production alimentaire donne une grande satisfaction à chacun.» (photos hs/mad)



Berlin, Charlottenburg. Au marché hebdomadaire, sur la place Karl-August, on trouve un stand aménagé de façon plaisante de la BioKräuterei Oberhavel. On y trouve des boîtes d'herbes de cuisine et d'herbes sauvages, des salades des jeunes pousses et différents pestos, produits sans agents de conservation. Toutes ces herbes poussent dans le Oranienburg tout près d'ici, dans un grand champ en plein air en culture biologique.

Le terrain de 25 000 m² a été acheté en 2006 sur l'initiative privée d'un biologiste diplômé et de sa femme, technologue alimentaire, avec l'intention de cultiver des herbes aromatiques à côté de leur activité professionnelle. Le champ avait été en friche pendant huit ans. Ils ont donc dû commencer tout au début. La terre a été labourée et en 2007 ils ont planté des herbes pour la première fois. Comme ils voulaient débiter petit, ils ont mis une annonce dans un journal local pour trouver des retraités avec de l'expérience en jardinage pour une collaboration bénévole. Une jeune femme s'est présentée qui par hasard avait vu l'annonce. Il s'est révélé plus tard que cette femme avait une formation de jardinière biologique. Ainsi a commencé une collaboration qui s'est maintenue jusqu'à présent. Le travail bénévole cependant s'est transformé en un emploi, soutenu par l'agence pour l'emploi.

En effet, la création d'emplois dans la région économiquement pauvre de Brandebourg est aussi un des objectifs de ce projet. En cas de nécessité ils engagent pour quelques heures des gens de l'entourage pour certains travaux. Mais cela doit toujours être mûrement réfléchi et évalué pour déterminer si l'entreprise peut se le permettre. Il y a toujours aussi des amis et des connaissances qui sont sur place pour aider pendant leurs jours de congé.

Un autre objectif est la transmission de compétences. Des étudiants et des chômeurs font souvent des stages dans la BioKräuterei. Ces stagiaires sont instruits, soutenus pendant les travaux en cours.

L'idée de la culture locale, avec de la main d'œuvre locale et la vente locale, a été poursuivie de façon conséquente.

Les produits Pesto de la Bio-Kräuterei

Le Pesto genovese est le classique avec basilic, pignons, parmesan, ail et huile d'olive.

Le Pesto regionale contient du basilic, du parmesan, de l'ail, des noix, et de l'huile de colza pressé à froid qui est spécialement doux.

Le Pesto au persil contient du persil, des noix, du parmesan, de l'ail et de l'huile de tournesol.

Pour le raffinement des desserts, il y a un pesto sucré à la mélisse, aux amandes et à l'huile de tournesol.

Aujourd'hui, la BioKräuterei est dans sa troisième année de production. Il y a toujours eu des mésaventures. La première année, avec de fortes pluies, la plus grande partie du champ a été immergée. L'écoulement n'a pas fonctionné. «Lago di Pesto», c'est avec humour qu'ils ont nommé cet inconvénient. Par la suite ils ont aménagé un étang à l'endroit le plus bas du terrain dans lequel ils ont dirigés des conduites de drainage. Il n'est pas encore prouvé que ça fonctionne en situation d'urgence parce qu'il n'y a plus eu de si fortes pluies. Il faut donc à tout moment trouver des solutions créatives en fonction du temps, du matériel et des possibilités humaines.

La BioKräuterei possède un tracteur avec différentes remorques pour labourer les champs, une herse, un outil pour construire des digues pour les cultures et dernièrement une «nouvelle» machine à planter a été achetée, qu'ils sont en train d'essayer. Pour l'entretien des machines ils ont établi un bon contact avec un ancien mécanicien sur machines agricoles, aujourd'hui chauffeur de camions, qui les soutient par des conseils mais avant tout en mettant la main à la pâte. Un outil est coincé – il le remet en état en un tournemain. Des pièces défectueuses sont remplacées par de «nouvelles», vite et habilement soudées.

Les machines se trouvent en ce moment encore en plein air. Mais la construction d'un hangar est planifiée. Comme le champ se trouve en partie à l'intérieur d'une bande de protection pour les loutres au bord d'un canal large de 100 mètres, le hangar se trouverait sur une largeur de 3 mètres dans cette bande. La BioKräuterei a donc reçu une permission spéciale de construction parce qu'autrement il aurait fallu abattre un arbre sain.

Planification et labour des champs

On peut se représenter ce champ assez grand: 300 mètres de long, 60 mètres de large interrompu au milieu par un chemin de 4 mètres. En plus, pour la succession des cultures, deux autres champs ont été loués. Les chiffres sont impressionnants: 5 fois 120 mètres de basilic, 14 fois 100 mètres de persil, 80 mètres de menthe et 40 mètres de sauge, de romarin et d'hysopé, 3 fois 120 mètres de courgettes, pour n'en nommer que quelques-uns. Le travail avec les herbes est intensif, il y a toujours quelque chose à faire. Pour des citadins, des gens habitués aux facilités techniques de la vie, ce dur labeur dans les champs est inhabituel. Comme il y a beaucoup de travaux manuels à faire, cela ne va pas vite et le travail n'en finit pas. Mais l'expérience de participer à ce processus naturel de la production alimentaire donne une grande satisfaction à chacun.

Le premier champ acheté en 2006 a un bon sol riche en humus. Ce n'est pas évident, car dans cette région la plupart des sols sont sa-

blonneux. Avec une rotation quadriennale des cultures, l'apport de compost et de fumier et la plantation d'engrais vert, la fécondité du sol est maintenue. La terre n'est plus labourée profondément mais seulement sarclée pour maintenir sa structure. Cela signifie, à part l'utilisation ciblée des machines, d'avantage de travaux manuels.

Chaque année, ils établissent un nouveau plan d'assolement pour les plantes annuelles, dans lequel les familles de plantes sont signalées. Ainsi la rotation des cultures peut être respectée.

Les herbes sont en partie terrées, soit cultivées en raies surélevées. Un des avantages de cette culture est que le sol est meuble et donc plus facile à pénétrer pour les racines. En plus elle offre une protection contre l'humidité accumulée lors de fortes pluies.

Production de Pesto

Pour la production de pesto, le basilic, le persil et la mélisse sont récoltés à maturité, puis congelés. Le pesto est fabriqué au fur à mesure sous la direction d'une cuisinière expérimentée dans un centre pour la technique alimentaire. Il ne contient aucun agent conservateur, seulement une couche d'huile à la surface qui ferme hermétiquement. Sa durée de conservation est donc limitée surtout lorsque le verre est entamé et que la couche d'huile n'est pas remplacée.

Jusqu'à présent le choix de produits contient trois sortes de pesto salés et un sucré (cf. encadré). On essaye, teste et améliore toujours de nouveaux produits. Actuellement un nouveau pesto est développé, qui contient du zeste et du jus de citron. Cela lui donne un bon goût frais.

Le soir, ou dans un temps libre à la maison, les verres remplis sont nettoyés à l'alcool pour enlever les restes d'huile. Ensuite on colle les étiquettes datées.

Vente au marché

Tous les samedis la BioKräuterei tient un stand à Berlin Charlottenburg. Cela se dit facilement. Mais qu'est-ce que cela signifie? Le vendredi matin, quand il fait encore bien frais, les herbes sont récoltées d'après un plan déterminé. Elles sont coupées, lavées mises en bottes et conservées au frais. Cela se fait avec des éléments réfrigérateurs car il n'y a encore aucune possibilité de réfrigération au champ. La jardinière va dans le vaste terrain, d'une variété d'herbes à l'autre et coupe selon la saison des bottes de ciboulette, de persil, de l'ail à couper, de la sauge, de l'oseille, de la marjolaine, de l'origan, du romarin, de l'estragon, de la mélisse, de la menthe et un mélange d'herbes pour la sauce de Francfort qui va à merveille avec des pommes de terre en robe de champs. Le cresson, la roquette et les épinards sont mis dans des sacs et vendus au poids. Ce qui est très apprécié, c'est un mélange d'herbes sauvages pour la salade proposé dans des boîtes transparentes et garni de

fleurs mangeables. Tout le chargement est mis au frais le plus vite possible dans des caisses de polystyrène, et le voilà prêt pour la vente du samedi. A part les herbes fraîches on vend aussi toute la palette des diverses sortes de pesto. Il y a aussi la possibilité de les déguster au marché. Le samedi matin à 6 heures, c'est le départ avec l'auto pleine à craquer. Le stand doit être prêt à huit heures. Il faut encore un peu de temps pour préparer la table de manière plaisante: le client achète aussi avec les yeux.

La BioKräuterei a un stand fixe au marché. Il n'en a pas été toujours ainsi. Les stands sont très convoités. Celui qui n'a pas de place fixe doit être là déjà avant 6 heures, les quelques places libres sont attribuées à ceux qui sont présents. Cela veut dire quitter la maison déjà peu après 5 heures et se mettre dans la queue pour une place au marché. Lorsqu'un vendeur vend régulièrement un bon produit, avec le temps on lui concède une place fixe. C'est ce que la BioKräuterei a maintenant.

Commercialisation

avec la vente par correspondance

A l'avenir le pesto sera aussi vendu par correspondance. Jusqu'à présent, la difficulté était que les verres perdaient de l'huile pendant le voyage et que le client déballait un produit taché d'huile. Ce problème a pu être résolu avec une fermeture spéciale étanche à l'huile.

Les différentes sortes de pesto peuvent maintenant être envoyées par la poste. La commande peut être faite par e-mail info@biokrauterei.de ou par fax +49 3301 575 505.

Profit

La BioKräuterei n'est pas encore dans les chiffres noirs. Avec une telle entreprise il ne faut cependant pas voir seulement les chiffres. Bien sûr c'est beau lorsque les frais sont couverts et qu'il y a encore un petit profit. Mais avec un tel projet, ancré localement et qui travaille avec des étudiants, des chômeurs et des bénévoles, le profit humain a beaucoup plus de poids. Les étudiants peuvent enrichir leur formation avec des projets sensés, les chômeurs ont une tâche précieuse et les bénévoles peuvent être sûrs d'avoir donné leurs forces pour une belle œuvre. Et, à ne pas oublier, le profit est mangeable. Des herbes sauvages, ayant poussé en plein air, offrent tout le spectre de substances secondaires végétales particulièrement saines. En plus, elles offrent une multitude d'arômes comme alternative aux aliments uniformes et standardisés des supermarchés. Et tous ces produits merveilleux peuvent être achetés au beau milieu d'une grande ville comme Berlin!

Contact: BioKräuterei Oberhavel, Hans-Loch-Str. 14, 16515 Oranienburg, téléphone/fax +49 3301 575 505, www.biokrauterei.de, info@biokrauterei.de (Traduction Horizons et débats)